



Co-funded by
the European Union



The African Women's
Development and
Communication Network



Financer les soins pour transformer l'Afrique : le plaidoyer de FEMNET et l'urgence d'un cap sur l'égalité des sexes en RDC

Par Rebecca Kamuanya Mpoyi

2026

La 12^e session du Forum régional africain sur le développement durable (ARFSD-12), tenue à Addis-Abeba du 28 au 30 avril 2026, s'est achevée par un appel historique à l'action radicale. Sous le thème « Inverser la tendance : actions transformatrices et coordonnées », plus de 1 500 délégués ont adopté la Déclaration d'Addis-Abeba sur le renversement de la tendance. Ce document solennel marque la fin du temps des diagnostics : avec seulement quatre ans restants pour atteindre l'échéance de 2030, l'Afrique doit impérativement accélérer la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD).



La Déclaration d'Addis-Abeba : Un pacte pour l'accélération et l'inclusion

Le constat dressé lors du forum est alarmant : l'Afrique est en retard sur 12 des 17 ODD et régresse sur cinq autres. Face à ce défi, la Déclaration d'Addis-Abeba exhorte les États membres à intensifier leurs efforts dans cinq domaines prioritaires : l'eau (ODD 6), l'énergie (ODD 7), l'industrie et l'innovation (ODD 9), les villes durables (ODD 11) et les partenariats (ODD 17).



Au cœur de cette stratégie se trouve le principe de « Ne laisser personne de côté » (Leave No One Behind - LNOB). La Déclaration souligne que le progrès n'est réel que s'il est plus rapide chez les groupes les plus vulnérables, en particulier les femmes, les jeunes et les personnes vivant avec handicap, qui doivent être reconnus comme des co-créateurs du développement et non de simples bénéficiaires.



FEMNET : Transformer l'économie du soin pour une égalité réelle

En marge des sessions plénières, le réseau FEMNET a marqué les esprits avec son événement parallèle : « Financer les soins, promouvoir l'égalité - Des voies féministes et menées par les jeunes pour faire progresser les ODD en Afrique ». Le message porté par le leadership féministe est clair : il n'y a pas de justice sociale sans justice économique.

FEMNET a plaidé pour que l'économie du soin soit placée au centre des politiques budgétaires. En Afrique subsaharienne, les femmes consacrent jusqu'à trois fois plus de temps que les hommes au travail domestique non rémunéré, une charge qui constitue une subvention invisible aux systèmes publics défaillants. Le réseau propose des solutions audacieuses, notamment l'utilisation des Droits de Tirage Spéciaux (DTS) comme instruments de justice féministe pour financer les services de santé et les infrastructures sociales.

(Cap sur la RDC) : L'urgence d'implémenter les ODD dans un contexte de défis majeurs

Pour la République Démocratique du Congo, les résolutions d'Addis-Abeba constituent une feuille de route vitale. L'implémentation des ODD y rencontre des obstacles structurels pro-

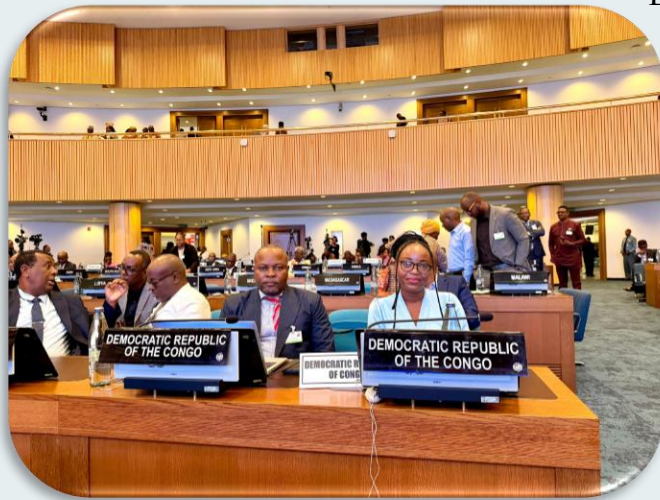


fonds, accentués par un indice d'inégalité de genre élevé (0,605 en 2022) « Gouvernement de



la république démocratique du Congo, ONU Femmes. (2025) Egalité des sexes en République démocratique du Congo : Progrès vers la réalisation des Objectifs des développement durables. Kinshasa : ministère du Plan. »

ODD 6 & 7 (Services de base) : La situation est critique avec 35 % de la population sans accès à l'eau potable. Les femmes portent 86 % de la corvée d'eau, ce qui freine leur autonomisation.



De plus, 95 % des ménages n'ont pas accès à une énergie de cuisson propre, et seulement 14,5 % disposent de l'électricité.

ODD 9 & 11 (Infrastructure et Villes): La fracture numérique marginalise les Congolaises, qui ont 2,2 fois moins de chances d'utiliser un ordinateur que les hommes. En milieu urbain, seulement 56 % des femmes vivent dans des logements de qualité, soulignant l'importance d'une planification urbaine inclusive et durables.

ODD 17 (Financement et Paix): Le financement de l'égalité stagne, l'aide publique passant de 2 % du PIB en 2016 à 1,2 % en 2022. Le budget national alloué au genre (0,1 % en 2022) est dérisoire face à l'ampleur des besoins, d'autant que les conflits armés continuent de dévaster les infrastructures et de fragiliser la condition féminine.

Conclusion : De la parole aux résultats mesurables

L'appel lancé à Addis-Abeba est un cri d'urgence : l'Afrique doit passer du discours à l'action pour la livraison de résultats concrets fondé sur un alignement stratégique entre politique publiques, financements et partenariats multisectoriels.

Cet appel a insisté sur la nécessité d'une mobilisation collective impliquant l'ensemble des parties prenantes notamment les gouvernements, le secteur privé, les institutions financières, les organisations de la société civile, les milieux académiques et le système des nation unies

En effet, les progrès en Afrique restent inégaux et ralentis par des contraintes structurelles telles que l'endettement croissant, la diminution de l'aide publique au développement, les conflits persistants, les lacunes en matière de données et les faiblesses en matière de gouvernance et de redevabilité. Ces défis soulignent l'importance d'une approche inclusive et collaborative, où chaque acteur joue un rôle spécifique mais complémentaire dans la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des ODD.



Ainsi, la réussite de l'Agenda 2030 en Afrique repose sur une gouvernance participative et intégrée, dans laquelle :

les États assurent le leadership politique et l'alignement des politiques nationales ;le secteur privé mobilise les investissements et l'innovation ;la société civile garantit la redevabilité et l'inclusion sociale ;les partenaires techniques et financiers soutiennent le financement et le renforcement des capacités ;les institutions de recherche et universités contribuent à la production de données et d'innovations ;les communautés locales participent activement à la mise en œuvre de+

s solutions adaptées aux réalités du terrain.



En somme, comme l'a mis en évidence le Forum régional africain pour le développement durable 2026, l'accélération des ODD en Afrique dépend moins de nouveaux engagements que de la capacité des acteurs à coordonner leurs efforts, mobiliser des ressources suffisantes et traduire les stratégies en résultats concrets et mesurables d'ici 2030.

+

+Pour la RDC, cela signifie transformer les engagements internationaux en investissements massifs dans la protection sociale, l'accès au numérique et la fin des conflits Vécus à l'est du pays notamment dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu qui continuent d'affecter de manière disproportionnée les femmes et les filles, exacerbant les inégalités de genre.

Le Forum politique de haut niveau sur le développement durable (HLPF) en juillet 2026 à New York sera l'étape suivante pour porter cette voix africaine unifiée. Comme l'indique la Déclaration d'Addis-Abeba, investir dans les femmes et ne laisser personne de côté est l'unique chemin pour renverser la tendance et bâtir une Afrique prospère et en paix d'ici 2030.

